



REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



MINISTRE DES RESSOURCES
ANIMALES ET HALIEUTIQUES



Atelier:

"Pour une meilleure compréhension de la place de la pêche et des Aires Marines Protégées dans l'accord BBNJ et sa mise en œuvre dans la région COMHAFAT".

Casablanca (Maroc), du 18 au 19 Mai 2026

YAO Brou F., Coordonnateur Projet de Conservation de la Biodiversité (Direction des Pêches)



PLAN DE PRESENTATION



01

BBNJ: ENJEUX POUR LA CÔTE D'IVOIRE

02

OPPORTUNITES ET CONTRAINTES LIEES AU BBNJ

03

PLAN D' ACTIONS



ENJEUX POUR LA CÔTE D'IVOIRE



• Enjeux environnementaux et halieutiques

- les dispositions de l'Accord BBNJ ont des implications indirectes sur les stocks halieutiques migrateurs, la résilience des écosystèmes marins et la durabilité des ressources exploitées dans la zone économique exclusive ivoirienne. Une meilleure conservation de la biodiversité en haute mer contribue à la préservation des ressources halieutiques exploitées par la pêche industrielle et artisanale nationale

• Enjeux économiques et sociaux

- Le secteur halieutique joue un rôle important dans la sécurité alimentaire, l'emploi et les revenus des communautés côtières. Toute initiative internationale susceptible de contribuer à la durabilité des ressources marines est de nature à soutenir les objectifs nationaux de développement du secteur pêche.

• Enjeux scientifiques et technologiques

- L'Accord met un accent particulier sur la recherche scientifique marine, le partage des données, le renforcement des capacités et le transfert de technologies, qui constituent des opportunités majeures pour la Côte d'Ivoire, notamment pour : • améliorer la connaissance des ressources marines ; • renforcer les capacités des institutions nationales ; • soutenir la modernisation de la gouvernance halieutique



OPPORTUNITES ET CONTRAINTES



• Opportunités

- L'accès accru aux programmes de coopération internationale et aux mécanismes de financement liés à la conservation marine ;
- Renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de gestion durable des ressources halieutiques ;
- Amélioration de la gouvernance des pêches par l'intégration de bonnes pratiques internationales ;
- Renforcement de la position diplomatique de la Côte d'Ivoire sur les questions maritimes et océaniques ;
- Cohérence avec les objectifs nationaux de développement de l'économie bleue.

• Contraintes et points de vigilance

- Nécessité de disposer de capacités techniques suffisantes pour la mise en œuvre effective des engagements ;
- Risques de contraintes supplémentaires pour certaines activités de pêche industrielle opérant en haute mer ;
- Importance d'assurer la cohérence entre les obligations internationales et les politiques nationales de pêche et de gestion durable des ressources halieutiques ;
- Besoin d'une coordination intersectorielle renforcée (Affaires étrangères, Environnement, Recherche scientifique, Défense, etc.).



PLAN D' ACTIONS



• Signature et ratification

- **Signature:** 24 Septembre 2024 (SEM le Vice-Président);
- **Ratification:** 04 Juin 2025 (Conseil des Ministres), décret présidentiel N° 2025-365 du 04 juin 2025 portant ratification de l'accord se rapportant sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale ;
- **Remise officielle au Secrétariat de l'ONU:** 09 juin 2025 (SEM Premier Ministre);

• Préparation à la mise en œuvre

N°	Description de l'action	Échéance	Acteurs
1	Prendre les textes d'application de l'Accord BBNJ	Aout 2025 - Avril 2026	SGG, Ministères sectoriels
2	Désigner un Point Focal national de BBNJ	Juillet –Septembre 2025	Ministère en charge de l'Environnement
3	Créer un Comité intersectoriel de suivi de l'Accord BBNJ	Août – Octobre 2025	Ministères en charge de: - environnement; - Affaires étrangères; - Pêche; - Marine nationale (défense); - Affaires maritimes;



PLAN D' ACTIONS (suite)



• Préparation à la mise en œuvre (suite)

N°	Description de l'action	Échéance	Acteurs
4	Réaliser une évaluation des besoins nationaux en renforcement de capacités	Septembre – Décembre 2025	Ministères en charge de: - environnement; - Recherche scientifique
5	Organisation de 3 ateliers nationaux de sensibilisation sur le BBNJ	Août – Octobre 2025	Ministère en charge de l'Environnement ; ONG, PNUD
6	Formations techniques pour les chercheurs, juristes et décideurs (sciences marines, droit de la mer)	2025–2026	Universités et centres de recherches
7	Élaboration de supports de vulgarisation (kit : brochures, vidéos, site web)	Août – Octobre 2025	- Ministère en charge de l'Environnement ; ONG, PNUD



PLAN D' ACTIONS (suite)



• Mise en œuvre

N°	Composante	Activités	Durée estimée
1	Renforcement institutionnel & coordination BBNJ	<ul style="list-style-type: none">• Création d'une cellule nationale BBNJ,• Harmonisation des politiques,• Coordination intersectorielle	2 ans
2	Évaluation des écosystèmes marins & données	<ul style="list-style-type: none">• Cartographie, inventaires, collecte de données,• Collaboration avec instituts de recherche	3 ans
3	Renforcement des capacités & formation	<ul style="list-style-type: none">• Formations juridiques, scientifiques, surveillance, BBNJ,• Négociations internationales	3 ans (continu)
4	Aires marines protégées (AMP) & gestion durable	<ul style="list-style-type: none">• Création ou extension d'AMP,• Planification spatiale marine,• Plans de gestion	4-5 ans



PLAN D' ACTIONS (suite)



• Mise en œuvre

N°	Composante	Activités	Durée estimée
5	Mécanismes d'accès et partage des bénéfices (APA)	<ul style="list-style-type: none">• Cadre APA pour ressources génétiques marines au-delà de la ZEE, en lien avec le BBNJ	2-3 ans
6	Sensibilisation, dialogue communautaire & société civile	<ul style="list-style-type: none">• Campagnes d'informations et de sensibilisation publiques,• Forte implication des communautés côtières, des ONG, du secteur privé	2 ans (par phase)
7	Suivi, contrôle, surveillance & évaluation	<ul style="list-style-type: none">• Systèmes de suivi satellite,• inspections, bases de données ouvertes,• reporting	5 ans (en continu)
8	Intégration régionale & coopération internationale	Partenariats <ul style="list-style-type: none">• Régional : CEDEAO, COMHAFAT, convention d'Abidjan, coopération Sud-Sud• International	5 ans (en continu)

Merci

DE VOTRE AIMABLE ATTENTION